

GUIGNOL ILLUSTRÉ

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

A L'IMPRIMERIE C. GUICHARD
40, place de Lyon, 40

ABONNEMENTS HORS DE LYON
3 fr. 50 c. pour trois mois.

JOURNAL PATRIOTIQUE, PARAISSANT LE SAMEDI

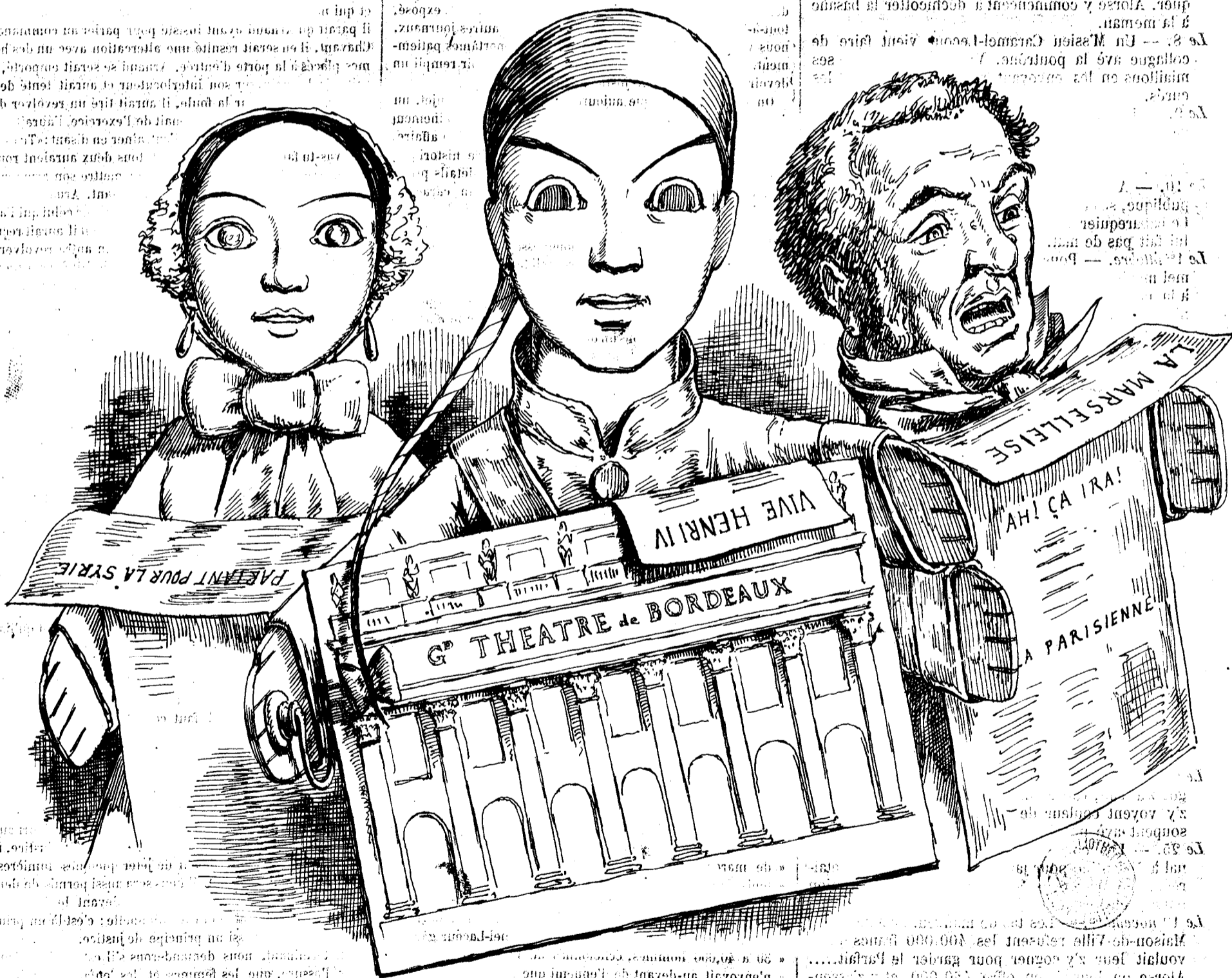
BUREAUX DE VENTE

LIBRAIRIE MÉRA
13, rue de Lyon, 13

Les manuscrits ne sont pas rendus.

RÉDACTEUR EN CHEF : LÉGION.

LA SERINETTE NATIONALE.



Allez, les gones, aimez-vous la musique? Vela le grand bastingue que recommence!

Z'enfants, gn'a pas à dire, les asticots se sont finalement fichés après note pièce gouvernementable, pace que nous l'ons pas assez secouée quand y fallait ; velà aussi manquement que note conseil mulicipable va tomber en bouze et aller trouver le Cramiaux et le Laid-Besoin, qu'ont été si tellement delavorés, qui n'en reste pas seulement un decret. Conséquemment, pour pas perdre le souvenir de ces mamis que se sont tant donnés de peine à rien faire, je me sis maginé de coucher en écriture tous les aques qu'y n'ont brassés, à seule fin d'en monter un monument de blagues si haut que la tour Pitrat. C'est aujourd'hui la première longueur, et tous les cetoyens que n'auront une cannette ou un roquet de jointe à n'y apporter, sont z'évités à venir donner leur coup de navette.

SOUVENIRS D'UNE RÉPUBLIQUE

Le 4 settembre, 9 heures. — Le cetoyen Hénon, à feurce de sigogner, fait sauter le couvercle de la boîte à malice ; une poutrône se dresse sus le barcou à l'Hôtel-de-Ville et fait de z'œils aux mamis des Terreaux.

Le même jour, 10 heures. — En moins de 25 minutes, la poutrône a fait une nichée de petits que sont grands comme père et mère, avè de mustaches. Gn'en a plus de deux carterons. Ça s'appelle le comité.

Le 5. — Les petits y z'ont faim et demandent à chiquer. Alorse y commencent à déchicotter la basane à la meman.

Le 8. — Un M'ssieu Caramel-Lecour vient faire de collague avè la poutrône. Y la débarrasse de ses miaillons en les envoyant après les nonnes et les curés.

Le 9. — Le canon pète à Saint-Just. Les gones s'engagent en gueulant la Marseyaise, et pour mieux cogner le melon aux Prussiens, y fichent le camp en Alger.

Le 10. — A seule fin de ramier de yards pour la République, ses mioches y font débarouler les gapians. Le cabarequier Truffin y consent au sacrifice, et ça lui fait pas de mal.

Le 1^{er} ottobre. — Pour se revenger de Sédan, le Caramel manigance un mouvement de tatez-y que réussi à la perfection. Avè seulement 30,000 hommes, y n'esse parvenu à cerner enquièremment... le général Mazure. Personne a pu échapper.

Le 15. — Le Chié-chié et le Grigalou ont maginé de se payer un gigot z'à l'ail, rue Sainte-Blandine.

Le 16. — Le Chié-chié ajète une veste neuve avè les sous qu'y gagne à l'ateyer du Caramel, à cause de quoi n'on fait courri le bruit qu'y n'esse dans la manche du Parfait.

Le 17. — Le cetoyen Araignée : Faut dégommer les frères, pace qu'y disent à l'incontraire de l'esprit de la République.

— Le cetoyen Dépeigné : Faut dégommer les sœurs d'asile, pace qu'y peignent les mioches pour leur z'y détruire la vermine et que ça n'est incontraire à l'esprit de la République.

— La Vache-Ronde : Faut reganiser avè nos conseyers merdecins une commission qu'examinera les nourrices s'y z'ont de capacités et si leur lait y n'est pas contraire à l'esprit de la République.

(Le Caramel vient trinquer avè ses apprentis.)

— Le Rossignol : A l'exemple de Pharamond, roi des Juifs, qu'était z'un radicaux, je prepose de jeter en Saône tous les poupons des bigots, vu qu'y serient manquement contraires à l'esprit de la République.

(Le Conseil roupille.)

Le 24. — Le Chié-chié et le Grigalou chiquent z'un gigot z'à l'ail, rue Sainte-Blandine, et toute la nuit y z'y voyent couleur de rose. Les moblots, eusses, soupent avè une horreur boréale.

Le 25. — Les conseyers montent un chantier national à Valentino pour japiller contre les porprietaires, et en place ceux-là paieront double impunition pour la chicaison des japilleurs mâles et fumelles.

Le 1^{er} novembre. — Les tas de mangeurs estallés à la Maison-de-Ville refusent les 400,000 francs qu'on voulait leur z'y cogner pour garder le Parfait.... Alorse on leur z'y en offre 420,000, et y z'assepent.

Le 5. — Le cetoyen Ducarre demande si ça serait pas temps de surveyer les particuyers que fournissent les vestes, culottes, souyers, et celera, à la 2^e légion et pourriont agraffer les picailions mulicipables.

(Voix nombreuses : A l'ordre ! à l'ordre !)

— Le president : Cetoyen, t'as z'aeu la parole, t'en as abusé, je te rappelle à l'ordre.

Le 6. — Le cetoyen Crépin, de la Guyotière, dit que la France est bien malade, et que pour la guérir y faudrait tant seulement mettre rien que de merdecins dans les parfaictures.

Le 7. — Chié-chié et Grigalou chiquent un gigot z'à l'ail.

(A suivre.)

GUIGNOL.

NOUVEAUX DOCUMENTS

L'AFFAIRE ARNAUD.

On parle du prochain jugement des individus compromis dans le meurtre du commandant Arnaud. Il n'est donc pas hors de propos de revenir sur l'historique de ce malheureux événement. Les récits publiés par les journaux sont loin d'avoir rapporté les faits d'une manière exacte. A la précipitation des renseignements, s'est joint un esprit de prévention que pouvait expliquer l'impression horrible de cet attentat, mais que ne justifient en aucune manière la justice et l'équité. Il suffisait, pour beaucoup, que le crime eut été commis à la Croix-Rousse, qu'il fut l'œuvre des habitués du club Valentino, pour qu'il fut présenté sous des couleurs plus sombres et plus effrayantes. Ainsi le veut l'esprit de parti. Pour nous, après avoir cédé à l'impression du premier moment, nous publiâmes, quelque temps après, un article dans lequel les faits étaient rétablis sous un jour plus vrai. C'était un hommage rendu à la vérité et une réparation des paroles imprudentes qui avaient pu nous échapper d'abord. Cet exposé, tout-à-fait différent de ceux publiés par les autres journaux, nous valut plus d'un reproche que nous supportâmes patiemment, parce que nous avions la conscience d'avoir rempli un devoir d'humanité et de justice.

On nous communique aujourd'hui, sur ce même sujet, un document d'une haute importance, et qui confirme pleinement nos appréciations : c'est la relation complète de cette affaire, rédigée par les inculpés eux-mêmes. Ce mémoire historique, par son origine, par le ton qui y règne, par les détails précis et circonstanciés dont il est rempli, présente un caractère d'authenticité et d'exactitude qui lui assurera une place dans les débats qui vont s'ouvrir. Nous regrettons de ne pouvoir le reproduire intégralement, mais nous essayerons d'en donner une analyse aussi fidèle et aussi complète que possible.

Nous savons que des journaux, qui, par leurs allures mêmes, auraient dû lui ouvrir leurs colonnes, s'y sont refusés ; c'est donc à nous, qui n'avons aucune attache avec le parti républicain, qui nous faisons un devoir de dire la vérité sur toutes choses, sans crainte et sans hésitation, qui nous faisons gloire de rendre justice à tout le monde, sans tenir compte des opinions ni de la condition des personnes, c'est donc à nous de tendre la main à des malheureux que tout le monde traite comme des condamnés, quoiqu'ils soient simplement des prévenus, et que leurs amis eux-mêmes renient et repoussent. Ce document d'ailleurs vient trop à l'appui de la thèse que nous soutenions, il y a six semaines, pour qu'il n'ait pas pour nous un intérêt personnel. Il en ressort évidemment que les meurtriers du commandant Arnaud étaient des hommes entièrement égarés par le langage de certains journaux et de l'autorité elle-même, dont les discours du club Valentino n'étaient que la traduction. Il en ressortirait aussi, et ce fait devra être contrôlé dans les débats, que cette foule surexcitée aurait été provoquée par la victime elle-même, obéissant à un sentiment que nous n'avons pas à rechercher ici.

L'ordre du jour de la séance du 19 décembre au club Valentino, était la création d'un journal qui aurait été celui « du peuple et intitulé la République universelle. » Après quelques discussions sur l'utilité d'une feuille républicaine, après des discours sur « l'incapacité et la trahison de ceux que le gouvernement a placés à la tête de nos armées, et qui livrent la patrie à la Prusse (textuel), l'assemblée indignée » s'émut aussi de l'arrestation de certains rédacteurs du journal projeté et de la détention prolongée des individus arrêtés le 28 septembre. C'est à ce moment « qu'un orateur monta à la tribune et donna lecture d'un article du journal le Progrès » qui mentionnait la destruction de la 1^{re} et de la 2^{me} légion « de marche, où 2,000 de nos fils, de nos frères ont été enfouis dans les fossés, sur la route de Nuits. Ce nouveau désastre porta l'exaspération à son comble ; les femmes pleuraient, les hommes, les poings fermés, criaient à la trahison... On se demandait pourquoi Challemel-Lacour gardait « 30 à 40,000 hommes, échelonnés de Lyon à Besançon, et n'envoyait au-devant de l'ennemi que quelques milles de nos frères, qui sont massacrés en détail. Alors l'assemblée, « pour mettre un terme à ces lenteurs qu'on dirait calculées, « pour favoriser aux Prussiens l'invasion de la patrie, décida « qu'une démonstration aurait lieu le lendemain. »

On peut s'imaginer quelles pouvaient être les demandes qu'aurait formulées cette manifestation : la levée en masse, Garibaldi et Cluseret à la tête des troupes, Challemel-Lacour mis en demeure de s'élever à la hauteur de la situation ou de donner sa démission, « ainsi que les ex-tribuns Andrieux

« et Leroyer, que le peuple accusait d'avoir relâché sans jugement les complices de Bonaparte (textuel), et de retenir « en prison les républicains. » Tel était le programme qui fut arrêté pour la manifestation du lendemain, après avoir cependant décidé, particularité digne de remarque, que « pour « éviter tout conflit, les citoyennes feraient partie de la démonstration. » Le lendemain, à huit heures du matin, la manifestation commença à s'organiser : une délégation de la 4^{me} légion de marche s'y adjoignit. On alla à la fabrique de cartouches de la rue de Cuire chercher les citoyennes qui devaient y prendre part ; on décida qu'elles s'habilleraient en deuil « de la mort de leurs frères et de leurs enfants. » C'est ainsi vêtues qu'elles se dirigèrent vers la mairie du 4^e arrondissement pour demander au commandant Chavant de marcher avec le peuple. « Le commandant se mit à leur rire « à la figure ; elles prirent cela pour une insulte, elles l'entourèrent en criant : Au Valentino ! Il fut en effet emmené ; mais après des explications, il put se retirer sans avoir été molesté. Pendant ce temps, on se dirigeait vers l'église pour sonner le tocsin ; il y avait environ une heure que le rappel et la générale se battaient dans les rues de la Croix-Rousse, et les gardes nationaux armés se rendaient à cet appel. « Sur « les midi environ, le commandant Arnaud arrivait à la porte « du Valentino, venant du côté de la Grande-Rue. Il s'y trouvait une vingtaine d'hommes armés aux abords de la salle « pour éviter l'encombrement. Trois ou quatre mille personnes remplissaient la place en ce moment. »

Ici se place l'incident qui a amené la mort du malheureux commandant. D'après la version que nous avons sous les yeux, et qui nous avait été déjà rapportée par d'autres témoins, il paraît qu'Arnaud ayant insisté pour parler au commandant Chavant, il en serait résulté une altercation avec un des hommes placés à la porte d'entrée. Arnaud se serait emporté, aurait mis la main sur son interlocuteur et aurait tenté de dégainer. Empêché par la foule, il aurait tiré un revolver de sa tunique ; un artilleur qui revenait de l'exercice, l'aurait pris à bras-le-corps, aurait cherché à l'entraîner en disant : « Tu es fou ! Que vas-tu faire ? » En se débattant, tous deux auraient roulé à terre, Arnaud faisant des efforts pour mettre son arme sur la figure de l'artilleur. Relevé par un passant, Arnaud se serait retiré au coin de la halle et aurait fait feu sur celui qui l'avait relevé ; désarmé par une autre personne, dont il aurait reçu un coup de canne sur le nez, il aurait pris un autre revolver, et, se retirant près de la rue du Mail, il aurait fait feu sur un passant sans armes et une seconde fois sur celui qui l'avait relevé d'abord ; désarmé une seconde fois, il se serait enfui au coin de la place, vers la rue du Mail, où il aurait dégainé. « C'est « alors qu'il fut arrêté et conduit au Valentino, au milieu « d'une foule d'hommes et de femmes et d'un grand nombre « d'officiers de la garde nationale, qui criaient avec la masse « du peuple qui remplissait la place : A mort ! Fusillez ce « traître ! Le bruit se répandit qu'il y avait deux femmes et « un enfant blessés. C'est sous cette impression et au milieu « des cris : Fusillez-le ! poussés par la foule qu'Arnaud fit « son entrée au Valentino. »

Le reste de la narration, assez conforme à ce qui a été publié, mentionne cependant quelques particularités importantes. Par exemple, la présence d'un assez grand nombre d'officiers de la garde nationale assistant en uniforme au jugement ; le fait que le capitaine de la 4^e compagnie du 42^e bataillon, qui rencontra le cortège sur la place, fut informé du but de cet attroupement, et qu'après l'exécution, ayant ramené ses hommes sur la place d'armes, il leur aurait demandé s'il avait bien fait de ne pas s'interposer, et qu'ils auraient unanimement répondu oui.

Le rapport insiste sur plusieurs détails qui tendent à établir l'assentiment moral de la garde nationale et de la majeure partie de la population de la Croix-Rousse à cette exécution faite à l'américaine, et il faut convenir que l'impression de toutes les personnes qui se rendirent sur les lieux ce jour-là et le lendemain confirme pleinement cette opinion.

Il est donc bien vrai que le commandant Arnaud a été fusillé par toute une population complètement égarée par des excitations inexcusables et par les récits faux ou exagérés que lui transmettait l'autorité aussi bien que certains journaux.

Nous n'avons pas à prévenir les décisions de la justice, mais nous croyons de notre devoir de jeter quelques lumières sur ce déplorable événement. Il nous sera aussi permis de demander que les accusés soient traduits devant le jury, et non devant aucune juridiction exceptionnelle ; c'est là un principe de légalité, c'est aussi un principe de justice.

En terminant, nous demanderons s'il est vrai, comme on nous l'assure, que les femmes et les enfants des inculpés n'auraient pas été admis à participer aux secours que l'on accorde aux indigents et que même cette réponse aurait été faite : « On ne donne pas de pain aux femmes et aux enfants qui ont leur maris et leur pères en prison. » Nous aimons à croire que nous avons été mal informés, mais nous n'en réclame pas moins une enquête sévère à ce sujet. Maintenant que notre tâche est remplie, serons-nous encore de nouveau obligés de nous justifier d'avoir accompli un devoir d'honneur et d'humanité ? Serons-nous forcés d'entrer dans de longues

considérations pour prouver que ce que nous venons de faire nous est imposé par des principes de l'ordre le plus élevé et le plus sévère? Nous nous contenterons de prouver par un seul trait notre désintéressement et notre sincérité: un journal, qui se pare du titre de républicain, nous a traité de hibou de la réaction; dans une des réunions de la Rotonde on a voté la suppression de plusieurs journaux, et le *Guignol illustré* a eu l'honneur d'être mentionné comme celui qui, plus que tous les autres, devait subir cette sentence. Nos lecteurs, pensons-nous, ne nous demanderont pas une plus ample justification.

DÉMOPHILE.

BULLETIN DE LA GUERRE.

La guerre n'est pas terminée, quoiqu'on dise. Les travaux de siège se poursuivent activement devant Belfort. Cette petite héroïque place, sacrifiée par l'incapacité du gouvernement de Paris.

Dans la nuit du 3 février, les assiégeants sont parvenus à enlever d'assaut les redoutes des Hautes et des Basses-Perches. Ces ouvrages défendaient une hauteur qui couvre les approches de la citadelle. Canonnées vivement pendant plusieurs jours, ces positions avaient déjà supporté une première attaque dans la nuit du 27 au 28 janvier, mais l'ennemi avait été vigoureusement repoussé, avec de fortes pertes et en laissant entre autres 250 prisonniers. L'attaque a été et devait être renouvelée; elle a réussi, comme on pouvait le prévoir, et maintenant la citadelle, point culminant de la défense, se trouve immédiatement sous le feu de la formidable artillerie de l'assiégeant.

Il est impardonnable que la capitulation de Paris ait stipulé une aussi monstrueuse exception, qui a complété la perte de l'armée de l'Est, et abandonné Belfort à toutes les horreurs d'un siège, comme il n'y en a point eu de semblable dans la guerre actuelle. Le gouvernement s'est excusé en alléguant qu'il n'avait accepté cette restriction que pour ne pas livrer Belfort, et il a si bien fait, qu'il s'en est tiré en perdant à la fois et Belfort et l'armée de secours.

Il faut en revenir aux plus maladroites combinaisons militaires de M. Gambetta pour trouver une détermination aussi désastreuse et aussi inepte que la suspension d'armes arrêtée par M. Jules Favre, et il est impossible d'admettre qu'aucun des officiers de la garnison de Paris ait souscrit à de pareils arrangements. Cet armistice a anéanti toute résistance et l'on peut dire, avec vérité, que la guerre se continue par toute la France et à notre désavantage. Il ne faut pas se le dissimuler: sous la coup de cette fausse manœuvre, ce qui nous restait de troupes se désorganise avec une rapidité effrayante; les armées qui subsistaient encore, ou qui étaient en formation, se disloquent; l'esprit de résistance s'éteint peu à peu et le désir de la paix a pénétré jusque dans les camps; le sentiment militaire s'est effacé; le sens national s'est annihilé et le fanatisme politique lui-même a cédé devant cette affaiblissement général: les républicains les plus indomptables calculent déjà la possibilité d'une paix qui conserverait la République.

En présence de ces dispositions de l'esprit public, on peut prévoir, dès à présent, que nous subirons la paix que voudra bien nous imposer le vainqueur, que même cette paix est faite pour ainsi dire; aussi, c'est avec une profonde tristesse et un véritable désespoir patriotique que nous terminons notre dernier bulletin militaire; nous ne comptons pas avoir à annoncer de grandes victoires, mais nous espérons échapper à la honte de finir avec le déshonneur!

FOLLARD.

P.-S. — La garnison de Belfort vient d'obtenir de se retirer avec armes et bagages. Cette brillante capitulation jette quelque reflet de gloire sur les dernières heures de nos défaites.

PREUVES A L'APPUI.

Nous avons, dès le début de notre publication, énoncé, au sujet des événements actuels, des appréciations et des faits tout-à-fait opposés aux opinions émises par tous les autres journaux.

Ces jugements et ces prévisions, quoique émises avec beaucoup de timidité et de restriction, nous ont valu d'abord de nombreux reproches. On ne voulait pas admettre les faits et on rejetait bien loin nos prévisions. Mais peu à peu, à mesure que les événements on marché et que la lumière s'est faite, on a reconnu que nos renseignements étaient scrupuleusement exacts et que nos jugements étaient fondés sur une connaissance approfondie de la situation et sur des calculs certains. Aujourd'hui le public nous récompense de son incrédulité d'il y a six mois par des témoignages unanimes d'estime, d'intérêt et d'une confiance même plus grande que nous ne la méritons. Cette adhésion et cette sympathie générale pourraient suffire à satisfaire notre amour-propre et le désir que nous avons de voir triompher la vérité; mais cela même nous oblige à justifier, autrement que par l'accomplissement des faits, les opinions que nous avons émises et qui se sont réalisées. Nous le devons à la confiance même que nous accordent nos lecteurs.

Nous publierons donc de temps à autre, sous le titre de *Preuves à l'appui*, un certain nombre de documents ou d'appréciations, émanés de sources diverses et qui confirment les opinions que nous avons émises.

I

On se rappelle que nous avons trouvé trop lourds et trop difficiles les efforts que l'on exigeait de nos

jeunes armées de la Loire et du Nord. Nous avons, entre autres, condamné comme injuste le blâme que le général Chanzy avait cru pouvoir adresser à ses soldats, après leur défaite du Mans. Nous avons maintenant la preuve officielle qu'en effet on avait exigé de ces jeunes soldats plus qu'ils ne pouvaient faire, et que l'armée de la Loire, aussi bien que celle du Nord, avait été sacrifiée à l'impatience irréfutable de la délégation de Bordeaux. Un certain nombre de dépêches, tombées entre les mains des Prussiens, révèle l'état critique dans lequel se trouvaient les troupes de Chanzy; il s'est trouvé un brave soldat et un noble caractère pour faire connaître sans détours au dictateur le véritable état des choses.

Voici la première de ces dépêches adressée à Bordeaux de Conlie, par le général de Marivault, le 10 janvier, 11 heures 15 minutes:

« J'ai mis à la disposition du général Chanzy sept bataillons mal armés du général Lalouche, six autres sont en route et à Conlie, qu'il faut armer. J'ai demandé, en outre, au préfet de Nantes, d'acheminer sur le Mans, avec le général Morin, les bataillons prêts sur la ligne qui n'est pas celle de retraite. *C'est trop*, il faut absolument que le reste des mobilisés continue à s'armer et à s'instruire dans les cantonnements, sous peine de détruire gratuitement tout espoir de résistance ultérieure.... Si vous décidez de continuer le sacrifice commencé de nos contingents bretons, mettez à ma place quelqu'un à qui sa conscience permette de le faire. Je ne ferai de ma retraite aucun éclat de nature à créer pour vous, ni pour Chanzy, aucun embarras dans une mesure quelconque. »

Ces dernières phrases, qui font le plus grand honneur au général de Marivault, donnent la mesure de l'état des choses. La seconde dépêche, plus explicite encore, insiste de nouveau en termes plus pressants. Cette dépêche, de dix minutes seulement postérieure à la précédente, est adressée à l'amiral Fourichon avec cette mention: « Communiquer à Glais-Bizoin. » La voici en entier:

« Je fais appel à votre honnêteté patriotique pour représenter à vos collègues quel crime stérile ce serait de pousser en tas nos mobilisés à peine armés, sans cartouches et sans souliers, au-devant d'une destruction qui anéantirait tout espoir de résistance ultérieure. Leur place est vers Vitry, quand ils auront tiré quelques coups de fusil qu'ils ne connaissent pas encore, et non devant l'ennemi, lorsqu'ils n'ont encore aucune organisation militaire. Chanzy s'irrite qu'ils soient ce qu'ils sont, mais ce n'est pas avec ses désirs, mais avec les faits qu'il faut compter. »

La place nous manque pour publier le reste de ces dépêches, qui jettent un jour nouveau sur la malheureuse campagne du Mans; mais ce que nous venons d'en publier suffit pour justifier ce que nous avons dit à l'époque et de l'insuffisance de ces armées trop jeunes et de l'injuste irritation du général Chanzy contre elles.

ALÉTHÈS.

MITRAILLEUSES.

Enfin il a parlé, et la voix du prisonnier de Willems-hohe s'est fait entendre au grand scandale des apôtres du plébiscite du 8 mai. Il y a, en effet, de quoi les embarrasser, car Napoléon III leur rappelle assez simplement qu'à quatre reprises différentes, en moins de vingt ans, ils lui ont conféré les droits souverains.

Que répliquer à cela?

Après tout, il ne demande qu'à se soumettre à une nouvelle épreuve de la volonté nationale, et nous ne voyons pas comment on pourrait la lui refuser: ou bien il a été régulièrement élu, et il nous faut revenir alors au ministère de M^e Ollivier, ou bien il faut faire un nouvel appel à la nation, et soumettre au contrôle d'un nouveau plébiscite les quatre plébiscites qui nous ont valu l'empire.

Ah! pardon, il y a une troisième solution, qui nous paraît la bonne; il nous reste à reconnaître, une fois pour toutes, que nous sommes des sots, des niais et des lâches, que nous formons un peuple ingouvernable, qui se révolte contre toute loi et toute autorité régulière, et qui tend l'échine au premier faquin qui prend la peine de le rosser. Robespierre, Napoléon I^{er}, Napoléon III et Gambetta nous ont trouvés dociles parce qu'ils nous menaient par la force brutale, et en dépit de toute justice, de toute loi, de tout principe; il nous faut reconnaître que nous sommes une race désorganisée et abâtardie, trop lâche pour lutter contre la tyrannie et trop ramollie pour avoir la force de marcher dans la voie de l'autorité libérale!

Nous entendons d'ici la ritournelle de la délégation de Bordeaux, qui chante les vingt ans d'empire qui nous ont corrompus. Ce n'est pas l'empire qui nous a fait ce que nous sommes, c'est nous qui avons fait l'empire et qui l'avons mérité.

Nous l'avons mérité et nous le méritons encore avec nos folies, nos gasconnades et notre intolérance.

Nos folies, nous n'en voulons pour preuve que les élections de Paris, et quand le parti républicain dans la capitale se fait représenter par MM. Victor Hugo, Garibaldi, Blanqui, Félix Pyat, Rochefort et Gambon, nous n'avons plus à nous étonner si un de ces jours le parti conservateur se faisait représenter par Napoléon III.

Mais après tout, le parti conservateur a bien nommé M. Mangini, ce fameux M. Mangini qui, sous l'empire, avait mérité d'être envoyé au Palais-Bourbon, parce qu'il avait déclaré qu'il ne connaissait rien aux affaires publiques.

Le parti républicain, mais ne lisions-nous pas dans certain journal de cette nuance, des jérémiades sur l'élection de MM. Delaprade, de Mortemart et de Saint-Victor, parce que ces Messieurs, prétendait-il, étaient légitimistes, et qu'à ce titre, paraît-il, ils n'avaient pas droit de faire partie de l'Assemblée.

Nous avons toujours cru qu'une Assemblée, chargée de représenter le pays, devait, surtout en temps de République, compter des hommes de tous les partis, à ce point même qu'une chambre, dans laquelle ou des légitimistes, ou des orléanistes, ou des républicains, ou même des bonapartistes manqueraient complètement, ne serait pas pour nous une Assemblée nationale.

Mais les Sganarelles politiques ont changé tout cela sous la République, et sous la République tous les représentants doivent être républicains, en fut-on réduit à Mégy et à Gambon, de même que sous l'empire elle ne devait avoir que des impérialistes, dussent-ils s'appeler Cassagnac et Belmontet.

Aussi ne nous étonnons pas que Napoléon III n'ait pas désespéré de la lâcheté et de la sottise du peuple français.

LÉGIION.

Correspondance.

Anonyme. — Votre décret satirique eut trouvé place dans nos colonnes, si nous n'avions déjà exprimé la même pensée sous une autre forme.

A plusieurs. — *L'empainte* est cette grande rame qui, placée à l'arrière du bateau, sert de gouvernail. Manier l'empainte, c'est donc, au figuré, être à la tête des affaires. *Faire ses agottiaux*, c'est nager par un mouvement alternatif des bras; c'est la méthode la plus ordinaire; aussi, savoir faire ses agottiaux, c'est savoir se tirer d'embarras.

M. C., à Neuvelles (Haute-Saône). — GUIGNOL ILLUSTRÉ vous arrive-t-il régulièrement, malgré l'occupation allemande; sinon, veuillez nous en avertir, nous vous tiendrons en réserve des numéros pour suppléer à ceux qui pourraient s'être perdus.

Anonyme. — Votre communication vient fort à propos. Nous préparons un article avec des dessins sur les pigeons-voyageurs, et le curieux passage de Plin, que nous venons de vérifier, nous aurait certainement échappé sans votre obligeante indication.

M. A. D. — La carte des passages du Jura a été mal exécutée, grâce à la mauvaise préparation de l'encre dont nous nous sommes servis. Quand nous nous sommes aperçus de ce fâcheux résultat, il était malheureusement trop tard pour le réparer.

Hélas, cher ami! — Vous êtes bien celui qui manie l'épée et la plume. Nous comprenons votre douleur patriotique et nous la partageons. Lisez notre dernier bulletin de la guerre.

P...J. R...y. — Quoique nous ayons déjà réuni bon nombre de dessins et de photographies sur ce même sujet, le dessin de votre frère sera publié. Nous recevons également avec plaisir les renseignements dont vous nous parlez; on ne saurait trop multiplier les informations pour arriver à la vérité, et nous préférons toujours ceux qui nous viennent de nos compatriotes, lorsqu'ils sont authentiques et sincères.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTE APRÈS FAILLITE.

Le samedi 25 février, il sera procédé par le ministère de M. Guignol, commissaire-priseur, assisté de M. Gnafron, regrolleur expert, et dans le journal dudit sieur Guignol, à la vente aux enchères de divers objets, tels que blagues, ficelles, trucs, décrets, dépêches, discours, proclamations, ballons, portefeuilles, sabres de bois, généraux de cartons, colonels de pattes, etc.; le tout avarié, hors d'usage, provenant de la faillite de M^e Crémieux, Glais-Bizoin et Gambetta, qui exerçaient à Bordeaux et à Tours la profession de délégués et faisaient le commerce de la politique et de la guerre.

On percevra les coups de trique d'usage.

Le Gérant, VIBERT.

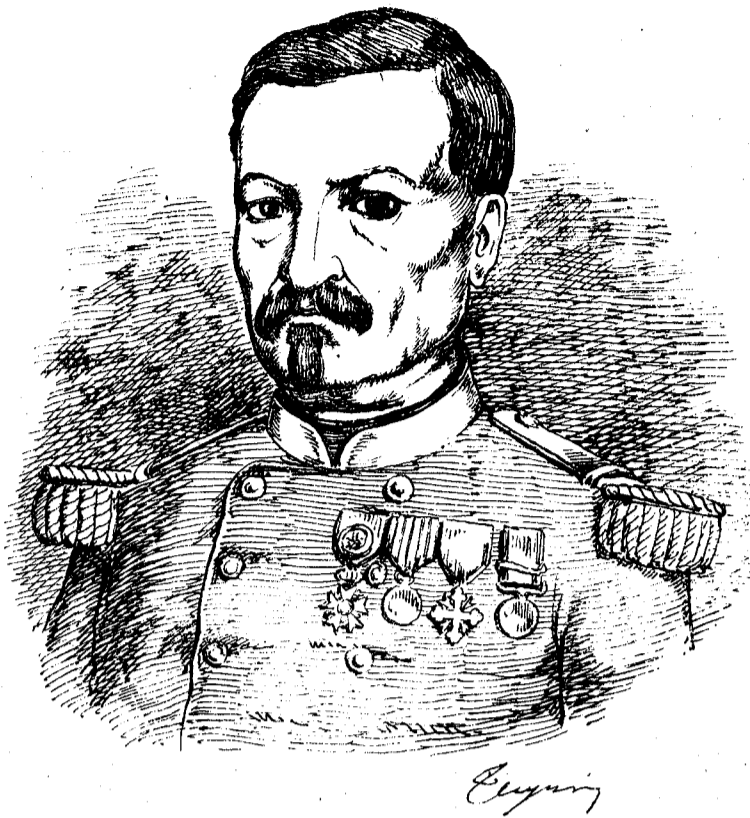
Bitche.

Deux forteresses tiendront la première place dans la guerre actuelle, l'une par l'énergie de sa résistance, Belfort, dont nous reparlerons longuement; l'autre par la durée de l'investissement qu'elle subit. Bitche est une place de 4^e ordre, construite sur un rocher escarpé et qui s'élève brusquement. Les fortifications qui couronnent ce mamelon sont irrégulières et de peu d'étendue. 7 à 800 hommes suffisent à sa défense, c'est le chiffre de sa garnison actuelle. Au bas et tout autour du rocher sont réparties les maisons qui composent le bourg de Bitche. L'investissement de cette petite place a suivi immédiatement les batailles de Freschwiller et de Forbach. C'est donc depuis six mois et demi bientôt, depuis le commencement de la guerre en un mot, que ces braves défenseurs sont privés de toute communication avec le reste de la France. Mais la situation de cette place permet d'espérer qu'elle résistera jusqu'à la fin, et que la guerre se terminera sans qu'elle tombe aux mains de l'ennemi.

Une vue très-fidèle de Bitche a été publiée par le *Monde illustré* du 14 août 1870, n^o 696.

Le fort de Joux.

Nous mettons en regard du plan de Bitche, celui du fort de Joux. Nous avons eu occasion d'en parler dans notre précédent numéro, et il en a été fréquemment question dans les journaux, à l'occasion du passage de nos troupes en Suisse. Cette forteresse d'ailleurs présente une assez frappante analogie avec celle de Bitche, soit par l'irrégularité de ses défenses, soit par sa situation sur un mamelon rocheux, également à pic, isolé de tous côtés et qui s'élève jusqu'à 200 mètres au dessus du niveau de la mer. C'est dans le fort de Joux que mourut le malheureux Toussaint-Louverture, le héros de l'indépendance des noirs de Saint-Domingue.



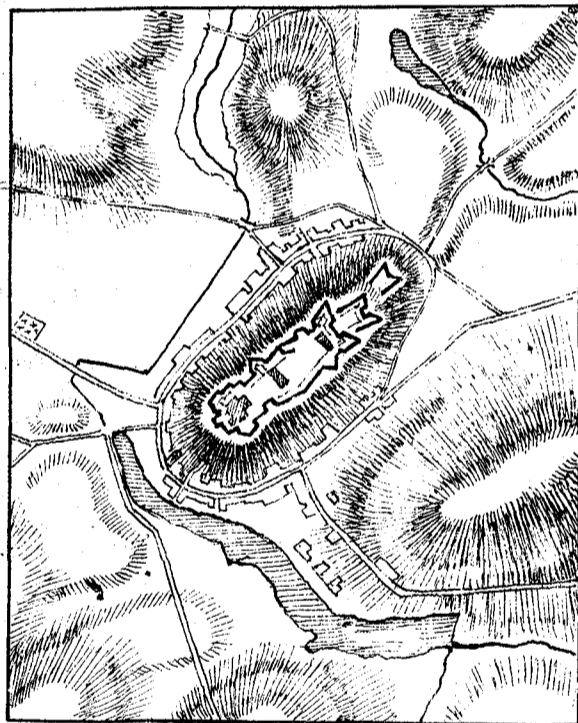
LE LIEUTENANT-COLONEL TEYSSIER.

Le Lieutenant-colonel Teyssier.

Le soin de défendre Bitche a été confié, dès le commencement, au commandant Teyssier. Nous avons été assez heureux pour découvrir un portrait de ce brave officier, qui se rattache à Lyon par le séjour prolongé qu'il y a fait. Nous y joignons également le fac-simile de la signature et de son adresse écrite de sa propre main. Ces fac-simile ont été relevés sur une lettre, en date du 21 juillet 1870, l'une des dernières qu'il ait pu écrire. Nous y relevons quelques renseignements qui ont aujourd'hui un certain intérêt. « Je suis dit-il, dans un rassemblement considérable de troupes; c'est une vraie fourmière. J'ai beaucoup à faire et à chaque instant on me dérange pour des futilités. J'espère que l'armée fera mouvement dans quelques jours et que je rentrerai dans un calme relatif, car malgré tout, nous aurons ici quantité de passagers et de monde rassemblés. Les vivres, déjà fort rares, ont augmenté considérablement. Les paysans ont vendu tout ce qu'ils avaient à manger: ils ont ramassé de l'argent, mais que feront-ils cet hiver? A cause du grand rassemblement de troupes, je n'ai pu prendre mon logement au fort, et je suis campé dans un cabinet de la mairie. Tout est sens dessus dessous, et j'ai mis deux jours pour aller de Thionville à Bitche, dans le même département..... »

Louis-Casimir Teyssier est né à Toulouse. Parti simple soldat, il fut nommé sous-lieutenant au 21^e de ligne le 4 juin 1848, capitaine au 98^e le 9 juin 1855, chef de bataillon au 73^e le 1^{er} janvier 1869, et enfin lieutenant-colonel le 1^{er} novembre 1870. Il a fait les campagnes de Crimée et d'Italie, et dans cette dernière, il fut frappé d'une balle qui lui traversa la poitrine. Il a été promu officier de la Légion d'Honneur, par décret du 15 août 1869. Ses deux dernières promotions dans la Légion d'Honneur et comme lieutenant-colonel lui ont été accordées depuis l'investissement de Bitche, et il est probable, qu'il sera resté longtemps sans connaître les récompenses dont il a été l'objet.

Teyssier Commandant de Place à Bitche (Moselle)



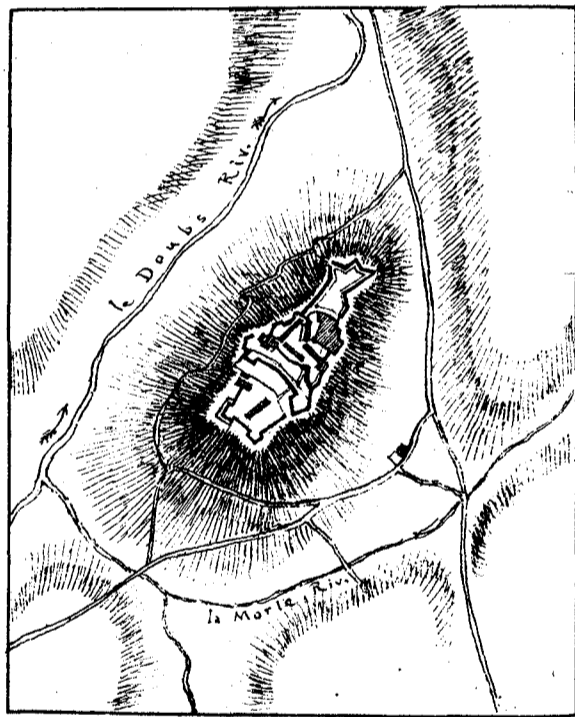
PLAN DE BITCHE.

Le fort de Montrouge.

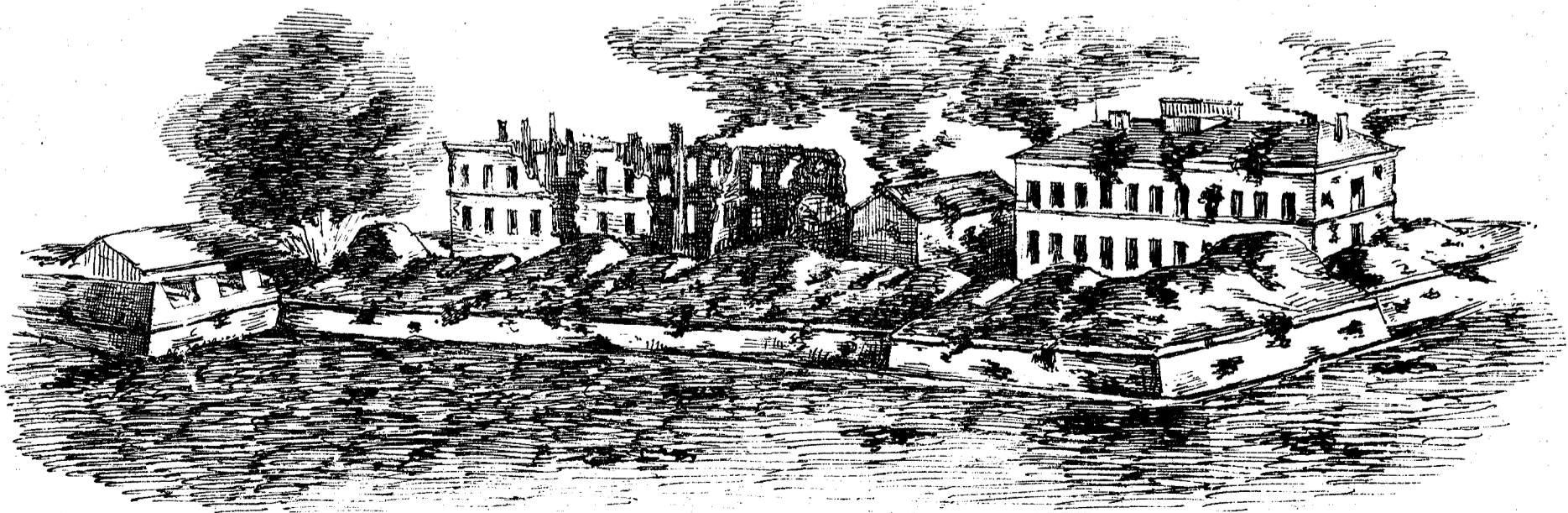
On a signalé récemment la mort tragique du capitaine de frégate Lamaligne, commandant le fort de Montrouge et qui, forcé de livrer cette position à l'ennemi, à la suite de la capitulation, se serait brûlé la cervelle de désespoir.

Nous donnons à cette occasion une vue de ce fort qui, connu aussi sous le nom de fort d'Arcueil, occupe juste le milieu des cinq forts détachés qui couvrent le sud de Paris, entre Sèvres et Port-à-l'Anglais. Il a la forme d'un trapèze, et se trouve soutenu à droite par le fort de Vanves, à gauche par celui de Bicêtre. La résistance qu'il a opposée aux feux de l'ennemi a été remarquable et bien conforme au caractère de son énergie et malheureux commandant. Pendant que les défenseurs des forts voisins étaient contraints de s'abriter dans les casemates, les artilleurs de Montrouge ne cessèrent, dit-on, de demeurer à leurs pièces, sous une pluie épouvantable de fer et de feu. Un guetteur indiquait la direction des projectiles; les marins s'en écartaient un instant, puis se remettaient à leurs pièces, et répondaient coup pour coup de tous ceux de leurs canons qui n'étaient pas démontés. Notre croquis, reproduction d'un dessin pris d'après nature des batteries bavares, le 9 janvier, dix-neuf jours avant la suspension d'armes, montre à quelles terribles attaques le fort de Montrouge avait été déjà exposé. Les revêtements en maçonnerie, les glacis, les terrassements, les traverses sont criblés de trous profonds, creusés par les obus; les embrasements sont bouleversés et détruits, nombre de canons démontés et les deux casernes éventrées, ruinées, à demi-abattues, noircies, ouvertes de toutes parts, fument encore de l'incendie qui les a dévorées.

Ce dessin, que nous pourrions compléter par plusieurs autres du même genre si nos lecteurs le jugeaient à propos, montre qu'elle a dû être l'effet destructif de l'artillerie ennemie, lorsque la capitulation a été signée.



PLAN DU FORT DE JOUX.



LE FORT DE MONTROUGE, PENDANT LE BOMBARDEMENT.